DIALOGUE CITOYEN
SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

14 novembre 2013, Marseille, Dock des Suds

Jeudi 14 novembre 2013, de 18h à 20h30, au Dock des Suds à Marseille, 550 personnes sont venues participer au débat sur l'avenir de l'Europe en présence de Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne et Christiane Taubira, Garde des Sceaux, ministre de la Justice. Le débat s'est organisé autour de trois grands thèmes : la réponse de l'Union européenne à la crise économique, les droits des citoyens européens et les visions d'Europe pour 2020. Il a été ponctué par plusieurs séquences de vote des participants, ainsi que des analyses de tweets, par la journaliste Sylvie Depierre. Animé par Thierry Bezer, le débat fut animé et franc.

Après avoir remercié les intervenantes et tous les participants, Thierry Bezer a tout d'abord rappelé l'ensemble de la démarche. Le dialogue citoyen a débuté début octobre, avec les dix rendez-vous « Boulègue l'Europe » organisés dans différents quartiers de Marseille. Ils ont permis des échanges avec 400 Marseillais, dont 200 ont tenu à se faire prendre en photo avec un message adressé à la Commission européenne.

Trois débats thématiques ont ensuite permis d'approfondir les questions soulevées durant ces rendez-vous. Dans chacun d'entre eux, un ambassadeur a été élu avec pour mission de rapporter le contenu des échanges et de poser une question aux deux intervenantes. L'animateur a rappelé que le dialogue citoyen s'est également déroulé en ligne sur le site www.debat-europe2013.fr et qu'il était possible d'intervenir dans le débat tout au long de la soirée grâce à tweeter.

Première question du voting devices : votre voix est-elle entendue en Europe ?

Après le résultat de cette première question, les deux intervenantes ont rejoint l'animateur sur scène, au milieu de la salle.

Viviane Reding a tout d'abord commenté ce résultat :

« En Europe, 40 % de gens seulement pensent que leur voix est entendue, donc 60 % pensent que leur voix n'est pas entendue. Vous êtes à 80%, et bien Christiane nous avons du travail à faire ! Mais on ne le fait pas pour la première fois. Nous avons déjà fait des dialogues un peu partout en Europe. Nous avons fait des dialogues dans des pays en très grande difficulté comme en Grèce, dans le sud de l'Espagne, au Portugal, en Irlande et le débat de ce soir est le 37ème. Oui, vous avez raison, il faut que la voix citoyenne soit plus entendue et il faut que les élus et les responsables politiques se mettent à l'écoute des citoyens. Pas seulement pour vous écouter une fois, mais pour faire entendre ce que vous dites là où se prennent les décisions politiques. Je présenterai au printemps de l'année prochaine le résultat de tous les débats politiques qu'il y a eu, avec tout ce qui a été dit durant ces débats, pour l'intégrer dans nos propositions politiques à Bruxelles. Donc oui votre voix sera entendue. »

Thierry Bezer : *« Madame Taubira, la France est un acteur majeur au sein de l'Europe, depuis 1952 ! »*

Christiane Taubira : *« Tout d'abord merci d'être aussi nombreux et merci pour l'accueil que vous m'avez réservé. La France est un acteur majeur parce que la France est un membre fondateur de l'Union européenne. De belles grandes figures françaises ont vraiment été à l'initiative de cette construction européenne. Je veux justement revenir sur le sens même de l'existence de l'Union européenne. Que vous soyez 80 % à penser que votre voix n'est pas entendue nous conduit à interroger la relation que vous avez avec l'Union européenne, parce qu'elle ne doit pas être une relation passive. Quelle Union européenne notre génération construit, transforme ? C'est un rapport essentiel, on ne parle plus tellement des raisons pour lesquelles l'Union européenne a été constituée. D'abord, c'est la Communauté économique européenne, un temps où des femmes et des hommes se sont posé la question de l'avenir des pays européens, au terme de 2000 ans de guerres. Après la deuxième guerre mondiale, nous pouvons nous construire un avenir de paix, de dialogue, de solidarité et mettre un terme à ces guerres. C'est ce que cette génération à la fin de la seconde guerre mondiale s'est dit. Aujourd'hui, qu'est-ce que votre génération se dit pour l'Union européenne ? Il nous faut replonger dans son histoire pour savoir ce qu'elle a été, ce qu'elle est devenue, comment elle s'est construite et pourquoi aujourd'hui parfois elle nous inquiète, elle nous désespère et nous agace. Nous sommes un peu indifférents aux progrès extraordinaires qu'elle nous permet de faire, mais « elle » n'est même pas le terme correct parce qu'en fait nous sommes l'Union européenne. La France a une influence incontestable et ce soir je suis très heureuse d'être avec Viviane Reding. L'Union européenne est un moteur puissant et vous le savez parce que, par l'intermédiaire des avocats, les Français peuvent avoir recours aux institutions européennes. L'Union européenne construit un espace de liberté, de sécurité et de justice. Il n'est pas très loyal de dire que l'Europe impose des choses car nous participons aux réunions et à l'élaboration des textes. Mais il faut faire en sorte que nous changions les rapports entre les citoyens et les institutions européennes. »*

REPONSE DE L'UNION EUROPEENNE A LA CRISE ECONOMIQUE

Afin d'introduire le débat, une photo issue des rendez-vous « Boulègue l'Europe ! » a été projetée. Sur celle-ci, Marc adresse le message suivant à la Commission européenne : « L'Euro nous a tué ».

Viviane Reding a souhaité réagir immédiatement à cette photo.

« Il s'agit d'une voix mais 58 % des Français sont d'avis que l'euro est très important. L'euro est devenu une monnaie forte, c'est la deuxième monnaie d'échange dans le monde. Grâce à l'euro, l'Europe peut exercer un pouvoir au niveau mondial. Si nous avions chacun nos monnaies, nous serions balayés. Il y aurait de l'inflation à n'en plus finir et des dévaluations. Dans ce contexte de crise, si nous n'avions pas eu l'euro, l'Europe se serait écroulée et c'est donc grâce à lui qu'elle a survécu. »

Thierry Bezer a ensuite donné la parole à l'ambassadeur du débat sur la réponse de l'Union européenne à la crise économique : **Guillaume Bouis**, étudiant.

Guillaume Bouis : *« Nous sommes régulièrement confrontés à l'incompréhension des citoyens sur l'Union européenne. En ce qui concerne le débat préparatoire qui a eu lieu à la représentation de la Commission européenne à Marseille, nous avons choisi de traiter de la coordination de l'action économique, même si sur les rendez-vous « Boulègue l'Europe » les Marseillais avaient donné la priorité à la jeunesse. Nous pouvons relever trois idées phares :*

- *Le manque de courage des Etats membres en matière d'harmonisation sociale et fiscale.*
- *La nécessité d'un plan de relance et de lutte contre le chômage, notamment en développant de grands projets, et la possibilité pour les pays de pouvoir avancer sans l'accord de tous les autres.*
- *L'importance d'un budget propre à l'Union européenne, qui pourrait notamment exister grâce à une taxe sur les communications. »*

Viviane Reding : *« J'ai baissé ces taxes de 70 %. A une époque en traversant une frontière on devait payer une taxe très élevée en matière de roaming sur son portable. J'ai fait baisser cette taxe de 70 %. C'était une question de marché intérieur. »*

Guillaume Bouis : *« On peut synthétiser une question : pourquoi sommes-nous encore dans une politique d'austérité au niveau de l'Union européenne ? Comment faire pour que ce problème de coordination économique trouve sa place dans le débat des élections européennes ? Donnez-nous de quoi avoir confiance en nos institutions et donnez-nous une raison d'aller voter le 25 mai 2014 ! Qui est responsable des politiques d'austérité au sein de la Commission européenne ? Endossez-vous, madame Reding, les conséquences de cette politique ? »*

Viviane Reding : *« Vous posez la question de l'austérité. Qui prend les décisions ? Dans certains pays européens, les Etats ont vécu au-dessus de leurs moyens pendant très longtemps. Résultat : des dettes énormes, des dettes qui explosent. L'argent du contribuable, au lieu de servir à payer l'éducation, la recherche, sert à payer les intérêts sur la dette. Plus on fait de dette et moins la génération suivante aura de chances de s'en sortir. Le plus important, c'est donc de baisser cette dette. C'est une responsabilité que nous avons envers la prochaine génération. Il est plus facile pour un politique de donner de l'argent et de faire encore des dettes. C'est irresponsable. C'est la raison pour laquelle les chefs d'Etats et de gouvernements tous ensembles ont décidé de prendre des mesures nationales pour faire baisser les dettes. Chaque pays décide de sa propre manière de gérer la dette. L'Irlande, qui avait de graves problèmes, vient de déclarer qu'elle sort du programme d'aide. Le Portugal sortira en 2014. L'Espagne vient de refinancer ses banques, qui peuvent de nouveau prêter. Et pour la première fois la Grèce aura un budget national qui n'explosera pas. Lentement, on est en train de s'en sortir. Les décisions sont prises par les gouvernements nationaux. Bruxelles et la Troïka font des analyses mais ce sont les gouvernements nationaux qui décident, ainsi que les parlements. »*

Christiane Taubira : *« Les gouvernements nationaux considèrent à raison qu'alléger la dette est un acte responsable parce que cet allègement de la dette garantit la souveraineté et ouvre à nouveau des possibilités de choix. Nous devons nous interroger sur les processus qui ont conduit à ces endettements, sur le manque de dispositifs de vigilance qui auraient pu interrompre à temps des pratiques irresponsables de certains gouvernements. L'effort qui vise à assainir les finances publiques a un coup social et nous ne pouvons pas être indifférents à ce coût. Ceux qui paient ce coût collectif ne sont souvent pas ceux qui ont contribué au gaspillage. Si nous construisons l'Europe et acceptons ses contraintes, les décisions doivent être prises au niveau national mais dans un cadre qui relève du niveau européen. Ce cadre ne tombe pas du ciel, les pays membres ont construit et arrêté ce cadre. C'est par rapport aux critères européens sur le niveau d'endettement et le niveau du déficit que nous savons si nous sommes dans les clous ou en dehors des clous. Lorsqu'on est hors des clous il faut y revenir, c'est un acte responsable. Mais nous devons faire en sorte que le prix que nous faisons payer aux citoyens européens les plus vulnérables, les plus fragiles, les plus exposés aux difficultés ne soit pas trop élevé. Nous devons également leur offrir une protection. »*

Viviane Reding : *« Je voudrais juste ajouter à cela, parce que c'est important, que nous avons appris de la crise. Certains gouvernements d'avant la crise n'ont pas fait leur travail.*

Nous avons tous collectivement dit : cela ne nous arrivera plus. Par exemple, pourquoi l'Irlande est allé vers la faillite ? Parce que ses banques avaient fait des actions qui n'étaient pas saines et ces banques étaient en faillite. L'Etat a donc du financer les banques et donc l'Etat est allé en faillite. A l'avenir les banques seront contrôlées par la Banque Centrale Européenne, qui pourra tirer la sonnette d'alarme si quelque chose ne va pas bien, avant qu'il n'y ait faillite. Même chose sur les budgets des Etats. Nous avons décidé ensemble de jeter un coup d'œil avant que les budgets des Etats ne soient faits pour voir quels sont les critères qui ne vont pas et tirer la sonnette d'alarme quand il est encore temps. Voici les règles que l'Europe s'est données pour ne pas arriver à la même situation que celle que nous connaissons depuis 2008. »

LANCEMENT DU DEBAT AVEC LA SALLE

Thierry Bezer : *« Dans les « Boulègue » les gens se sont exprimés et ont donné la priorité à la jeunesse. Voyez cette photo : Que propose l'Europe pour les jeunes ? Mais les questions, c'est maintenant à vous de les poser. »*

Question 1 : *« Depuis 2008 les responsables n'ont pas profité de la crise pour remettre la finance au service des citoyens et de l'économie réelle. Parmi les réformes mises en œuvre, aucune n'a posé le problème fondamental qui est que la finance est au service d'elle-même. Les principales banques françaises consacrent moins de 25% de leur activité à l'économie réelle, le reste ce sont des activités de marché et des activités spéculatives. Il y a actuellement un projet de réforme sur la structure des banques : séparation ou pas ? Ce projet est soumis à la pression du lobby bancaire. Comment faire pour que les responsables européens aux commandes sur cette réglementation soient plus à l'écoute des citoyens que des lobbies bancaires ? »*

Viviane Reding : *« J'ai déjà donné une partie de la réponse en parlant des réformes que nous avons mises en place pour avoir une union bancaire. La première réforme consiste à couper le lien un peu trop gentil entre le régulateur national et les banques sur son territoire. Donc à l'avenir les banques ne pourront plus spéculer de façon à mettre en danger les Etats. Pourquoi a-t-on des banques en Europe ? En Europe les entreprises sont financées et refinancées par les banques. Nous avons donc besoin, pour que les PME par exemple*

créent de l'emploi, qu'elles puissent se refinancer auprès des banques. Or là nous avons un problème. En Grèce par exemple les PME ne reçoivent plus que 20% de leur demande de refinancement. Résultat, à cause de ça il y a pas mal de PME qui doivent fermer leurs portes. Nous avons donc réactivé la Banque Européenne d'Investissement pour qu'elle garantisse les emprunts accordés aux PME à condition que ces PME emploient des jeunes. Ce système est indispensable pour avoir un refinancement des PME. Avant de venir, j'ai rencontré des chefs de PME de la région de Marseille et ils ont beaucoup de demandes dans ce sens-là. Le nouveau système est en marche, il vient de se lancer et il sera renforcé surtout dans le sud de l'Europe, parce que, dans le nord de l'Europe, l'argent va encore aux entreprises. Il faut agir sur le flux financier qui va vers les PME car ce sont elles qui créent de l'emploi. Ici en France à 99% l'emploi est créé par les PME. Si nous voulons aider les jeunes nous devons aider les PME. »

Christiane Taubira : *« La question de Monsieur renvoie à l'éthique financière et bancaire. Le gouvernement en France a proposé de séparer les banques de dépôt et d'investissement des banques d'affaires qui font travailler l'argent. Le texte a été débattu mais il n'est pas allé au bout de ce qu'il aurait été nécessaire de faire. La question est : quel est le rôle des organismes financiers ? Que tolérons-nous pour cette puissance financière et quel est le poids du politique face à cette puissance ? Nous aurions pu et dû aller plus loin mais les textes de loi sont des compromis. Comment injecter des fonds dans l'économie réelle plutôt que dans la spéculation ? Cette vraie question est au cœur de la séparation des activités économiques et des activités spéculatives. C'est un vrai sujet pour lequel il y a différentes façons de répondre. Ici nous avons répondu avec la création de la Banque Publique d'Investissement mais il faut encore du temps pour que le système se mette en marche. Viviane Reding a raison, les PME, et j'ajouterais même les TPE et les artisans, sont les opérateurs économiques qui créent le plus d'emploi. Concernant les jeunes, un certain nombre de dispositions ont été prises. Au niveau européen, nous savons qu'il y a 7 500 000 jeunes sans emploi. C'est énorme, cela représente un quart de la population sans emploi. L'Europe a réagi et a décidé, lors de la rencontre des chefs d'Etats à l'Elysée de la semaine dernière, de consacrer 45 milliards d'euros pour apporter des solutions aux jeunes : un emploi, de la formation, un apprentissage, un stage... En tout cas, il y a obligation d'apporter une réponse dans les 4 mois qui suivent l'inscription d'un jeune au chômage. Il existe donc des dispositifs spécifiques parce qu'il faut accompagner la jeunesse. Au niveau national vous connaissez ces mesures, il y a les emplois d'avenir, les contrats de génération. La question du travail des jeunes est importante. Des réponses sont apportées et il faut maintenant qu'elles entrent en action. »*

Question 2 : *« Il est reconnu que la banque Goldman Sachs a joué un rôle important dans la dissimulation des comptes grecs et dans la spéculation sur la crise. Suite à ces évènements, les gouvernements européens ont choisi en 2011 un ancien vice-président de Goldman Sachs Europe pour prendre la présidence de la Banque Centrale européenne. Ce choix inquiète certains citoyens qui comme moi se posent des questions sur l'emprise des banques de spéculation sur la politique économique européenne. Pouvez-vous nous dire quelle est votre analyse de cette situation en termes de politique économique ainsi qu'en termes de communication envers les citoyens européens pour qui le choix des dirigeants européens est fondamental ? »*

Viviane Reding : *« Quelle a été la mesure anti crise la plus efficace et la moins chère du dernier centenaire ? C'est celle de Mario Draghi, lorsqu'il a dit au nom de la Banque Centrale Européenne qu'il fera tout ce qu'il faut pour que l'euro reste une monnaie stable. Depuis personne n'attaque l'euro. Merci, Monsieur Draghi ! »*

Question 3 : *« Pardonnez-moi de ne pas être d'accord avec vous ! Comment voulez-vous que nous acceptions un euro fort qui empêche le commerce international ? »*

Viviane Reding : *« L'euro est-il une monnaie trop forte ? Avant, on pensait que l'euro allait devenir une monnaie faible et certains pensaient même qu'il allait faire s'écrouler toute l'Europe. Aujourd'hui, l'euro est une monnaie forte, c'est la deuxième monnaie de réserve. C'est l'euro qui fait que l'Europe a son mot à dire. L'euro a fait baisser l'inflation en Allemagne. Certes, l'euro fort veut dire que les exportations ne sont pas faciles mais les importations sont beaucoup moins chères. C'est le cas par exemple avec les énergies. Il faut voir ces deux aspects. »*

Question 4 : *« Je ne suis pas d'accord avec vous. La crise que nous traversons, nous la devons à Goldman Sachs et au gouvernement grec. Ni les uns ni les autres n'ont été poursuivis en justice. Nous n'avons rien fait et les coupables sont aujourd'hui bien au chaud. Est-ce qu'un jour l'Union européenne aura la force de se débarrasser des lobbies et de poursuivre les coupables qui nous ont mis dans cette situation, ou va-t-on passer la poussière sous le tapis ? Madame Taubira, vous appartenez au gouvernement, demandez à François Hollande d'en avoir assez dans le pantalon pour prendre les dispositions fiscales et sociales qu'il nous avait promis. Le changement, c'est pour quand ? »*

Christiane Taubira : *« Une observation : les institutions sont en danger et lorsque les institutions sont en danger, c'est la démocratie qui est fragilisée. On peut faire des critiques extrêmement rudes mais nous devons faire l'effort de traiter les institutions avec le respect qu'elles méritent. Nous rendrons service aux institutions elles-mêmes et donc à la démocratie. Il est toujours très gênant de parler d'une personne en son absence, je vais donc éviter de parler de monsieur Draghi. Au niveau des institutions, la recherche d'expertise conduit à solliciter les services de personnes dont on peut parfois interroger les actions. Mais je ne veux pas faire de jugement public sur une personne absente qui ne peut pas se défendre. Le fait est que le résultat de sa politique a conduit à stabiliser l'euro. Mais un euro fort ne peut pas être une finalité. La difficulté vient du fait que nous avons fait l'euro, nous avons fait une politique monétaire et on a fait comme si le summum de la souveraineté c'était la politique monétaire. Alors que le summum de la souveraineté c'est la politique économique et la politique budgétaire. La politique monétaire doit être au service des orientations définies par la politique économique et par la politique budgétaire. La difficulté est que nous avons construit l'Europe d'abord sur un projet économique parce que cela semblait beaucoup plus simple à imaginer comme projet politique, puis nous avons avancé résolument sur ce terrain-là. Il a été plus facile de mettre en place la monnaie unique qu'un fédéralisme politique qui aurait permis une politique économique européenne. Pour l'instant, il y a des politiques économiques nationales qui essaient de s'articuler. L'euro fort a rendu des services mais il pénalise aussi car nous avons perdu de la compétitivité avec une devise aussi forte. L'euro donne à l'Europe un poids relatif sur le plan économique qu'elle ne peut plus avoir du fait de son poids démographique. L'Europe a été pendant longtemps la locomotive du monde et ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cependant les résultats sont là, et*

de ce point de vue, faites crédit à madame Reding. Il y a eu une politique ingénieuse qui a permis de stabiliser l'euro. Simplement nous devons dire aux institutions européennes que cela ne nous satisfait pas parce qu'un euro fort ne peut pas être une fin en soi. »

Viviane Reding : *« Les institutions ne tombent pas du ciel. Nous avons des systèmes pour construire les institutions. Le gouvernement français nait du vote populaire. La Commission européenne passe un entretien devant le parlement et il existe un vote de sanction. Les commissaires peuvent être renvoyés et passent des entretiens, ce qui n'est pas le cas des ministres. Dans tous nos Etats c'est le vote populaire qui définit une chambre des députés qui, elle, définit un gouvernement. C'est le jeu politique et c'est toujours à l'électeur de décider. Je voudrais que les élections européennes deviennent des élections fortes pour créer un parlement fort. Nous avons besoin de véritables élections européennes, de voter pour des députés forts qui fassent entendre leurs voix et votent les lois. Nous avons besoin d'institutions fortes. Sur Goldman Sachs, je voudrais dire qu'en tant que commissaire européenne je n'ai rien à faire avec Goldman Sachs et la Commission européenne non plus, c'est une banque privée comme il y en a beaucoup. Nous devons laisser faire les institutions qui sont contrôlées par le peuple et par les parlements. »*

Expression sur tweeter, Sylvie Depierre : *« Il y a peu de questions, la twittosphère commente surtout ce que disent mesdames Reding et Taubira avec un peu de scepticisme. Il y a encore fort à faire notamment sur l'euro. Des commentaires disent que les belles paroles autour de l'Euro ne sont pas rassurantes. Lior dit par exemple que nous faisons de la propagande pour l'Euro. Les commentaires ne sont pas très techniques. Magali dit qu'en Europe, lors de la crise, l'effort porte toujours sur les plus faibles. D'un point de vue plus économique, nous avons un tweet de Magali qui demande pourquoi l'Europe a conservé la Grèce alors que nous savions que ses comptes étaient déficitaires. Ce sera peut-être cette question qu'une de nos deux intervenantes aura à affronter. »*

Viviane Reding : *« Quand on est dans une famille, nous décidons d'aider celui qui va mal, sous conditions. L'Europe a décidé de ne pas évincer la Grèce mais à condition qu'elle se remette en capacité de fonctionner de nouveau, qu'elle construise une administration qu'elle n'avait pas, qu'elle arrive à récolter les taxes dues pour pouvoir investir dans la reprise. C'est laborieux, c'est difficile, mais nous pouvons voir l'effort extraordinaire qui est fait par les citoyens grecs. Les citoyens grecs, y compris ceux qui travaillent dans les banques, ont perdu jusqu'à 40, 50 ou 60% de leur revenu. Il faut savoir ce qui a été fait dans ce pays pour qu'il puisse s'en sortir, ce n'est pas agréable y compris pour les politiques, car politiquement, prendre et toujours plus difficile que distribuer. »*

Deuxième question du voting devices : pour vous, l'Europe est-elle synonyme de solidarité entre Etats-Membres ?

DROITS DES CITOYENS EUROPEENS

Thierry Bezer : *« Dans les rendez-vous « Boulègue l'Europe ! », vous pointez la priorité à donner à la lutte contre les discriminations, vous appelez à plus de démocratie et plus de pédagogie. Vous allez voir une photo des « Boulègue » : « Quand l'Europe facilite-t-elle sa communication sur nos droits ? »*

*« Comme tout à l'heure, j'appelle l'ambassadeur du second débat thématique : **Béatrice Santoro**, responsable associative. Le choix exprimé dans le débat préparatoire concerne l'action européenne en matière d'immigration. Vous allez voir une autre photo : « l'Europe oui, mais quelles solutions pour l'intégration ? ». Béatrice, vous vous êtes raconté quoi pendant ce débat préparatoire ? »*

Béatrice Santoro : *« Pendant ce débat, il a été question de pédagogie sur les institutions européennes qui semblent très lointaines. Les citoyens ne savent pas qui sont les candidats aux élections ni pour quelle Europe ils militent. Dans cette perspective nous avons aussi parlé de l'immigration. Il faut plus de pédagogie sur l'immigration, son histoire, ses enjeux. L'Europe connait une crise identitaire profonde et nous avons tous en mémoire les drames humains sur les côtes européennes. Que fait réellement la Commission européenne quand les aides apportées en Afrique notamment sont détournées par les dirigeants corrompus, pendant que leurs peuples fuient par pirogues entières vers nos côtes européennes ? L'Europe participe et regarde sans réagir. Quelle est la solution pour que les aides soient utilisées de façon juste et efficace ? »*

Viviane Reding : *« La solidarité européenne s'exerce aussi dans l'aide au développement. L'Europe investit plus dans l'aide au développement que tous les autres pays du monde. Même en tant de crise nous n'avons pas baissé le montant des aides que nous accordons. Nous n'en parlons peut-être pas assez mais nous faisons beaucoup à ce niveau-là. Avec cet argent, nous aidons aussi les pays à construire une démocratie. Il est très difficile de contrôler ce que deviennent ces aides dans des pays qui ne sont pas démocratiques. Nous pouvons voir des gens affamés qui ont pour unique but d'arriver en terre promise : en Europe. Je suis déçue que dans la plupart des Etats membres, la solidarité ne s'applique pas davantage. Mais ce que je dis ne s'applique pas à la France et à Marseille, qui est une terre où les populations se mélangent. Malheureusement certains Etats membres ne veulent pas accueillir les gens qui fuient leur pays. Parfois les ministres de l'Intérieur ont pour optique de freiner et de rejeter l'immigration, ils ne sont pas dans une optique de solidarité. Je préfèrerais qu'il y ait une politique européenne d'immigration. Il nous faut une politique d'immigration d'autant plus que nous sommes un continent vieillissant. Nous devons définir cette politique commune d'immigration avec les citoyens mais il nous faut surtout en avoir une. »*

Christiane Taubira : *« Je reviens rapidement sur les résultats du vote précédent. Il est important que les gens pensent qu'il y a de la solidarité en Europe, car elle est réelle et elle se mesure, simplement nous n'en parlons pas toute l'année. Il existe des politiques de solidarité, tout à l'heure j'évoquais les aides pour la jeunesse. Il y a toute une série de*

programmes, il y a les fonds structurels, le Fonds social européen dont les partenaires principaux sont les conseils régionaux, qui assurent les formations professionnelles. Il y a aussi le programme ERASMUS et il faut savoir que la France est le deuxième pays d'accueil. Le FEDER est aussi un budget qui aide à financer des infrastructures. Il existe une politique de solidarité qui se met en place grâce à de nombreux instruments. Concernant la solidarité avec les pays du Sud, il y a aussi des choses qui se font. En France nous avons des procédures pour les biens mal acquis. J'ai soumis un texte de loi qui stabilise la possibilité pour les associations de se porter partie civile et qui augmente les pouvoirs du parquet. Il y a une lutte contre la corruption et nous la renforçons, elle existe également au niveau européen. Il y a par exemple la possibilité pour la Cour pénale internationale d'imposer à des chefs d'Etat de se présenter et d'assister à toutes les audiences. Des choses se font mais aucun d'entre nous n'est innocent quant à l'état du monde et nous devons nous interroger sur nos relations avec les autres pays. Tous les gouvernements des pays du Sud ne sont pas des gouvernements corrompus, ne jetons pas l'opprobre collective, il faut identifier les pays corrompus. Interrogeons-nous sur l'état du monde et sur les relations que nous avons avec les autres pays. Viviane Reding a raison quand elle dit qu'il faut une politique européenne sur l'immigration. Il y a quelques dispositions, mais elles ne sont pas appliquées car il existe des égoïsmes nationaux qui font que les pays ne prennent pas leur part dans le problème et attendent que leurs voisins agissent pour eux. Il nous faut régler ce sujet-là. En même temps il nous faut aussi régler la question des relations entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les pays du Nord contribuent à la captation des ressources dans certains pays du sud. Nous ne sommes pas innocents mais cela n'innocente pas les chefs d'Etat corrompus. N'oublions pas que s'il y a des corrompus c'est qu'il y a aussi des corrupteurs. Il faut donc faire la chasse aux corrompus mais aussi aux corrupteurs. Il faut plus de liberté et de justice dans le monde car c'est ça qui va stabiliser les populations. En Afrique, il y a eu un mouvement de mères qui se sont rassemblées pour empêcher leurs enfants de partir. Les immigrés sont dans un tel état de détresse qu'ils préfèrent prendre le risque du naufrage. Il faut aussi faire émerger dans les pays du Sud les droits et les libertés que nous défendons en Europe. Lorsqu'il y a de la corruption, de l'injustice, une impossibilité de s'exprimer, lorsqu'il n'y a pas de démocratie en somme, il y a une neutralisation des ressources considérable. Nous connaissons des pays pauvres où il y a beaucoup de ressources naturelles : pétrole, or, uranium, mais si la ressource humaine ne peut pas se déployer et s'épanouir, il n'y a pas de richesse collective et durable. Les droits et les libertés doivent se développer en Europe mais aussi dans les autres pays du monde. Les politiques d'aides publiques doivent être sérieuses et durables sur l'éducation, la santé, le désenclavement, l'accompagnement des cultures locales. Nous devons être lucides là-dessus et ne pas faire des arrangements, s'organiser pour obtenir des marchés, de grosses infrastructures, des passes droits qui aident un moment nos entreprises mais qui laissent se développer la misère et c'est ce qui fait que nous ne sommes pas innocents de l'état du monde. Nos entreprises, qui sont assez peu critiquables, ont une éthique et nous devons travailler dans les instances internationales à imposer cette éthique partout car, si seules nos entreprises ont une éthique, elles perdent en compétitivité. Le sujet n'est pas simple mais s'il vous plait, allez voter aux élections européennes. Il faut reconstruire l'Europe, la transformer, la mettre à votre image, influencer l'état du monde. C'est à dire être en capacité de peser sur ce partenaire essentiel qu'est le Parlement européen, qui va conduire des politiques qui vont changer les rapports internationaux. C'est avec votre vote aux élections européennes que vous pourrez changer la donne. »

LANCEMENT DU DEBAT AVEC LA SALLE

Thierry Bezer : *« Les élections européennes auront lieu le 25 mai. Regardez cette autre photo issue des rendez-vous « Boulègue » : « A quand un président de l'Europe élu par nous ? »*

« A vous maintenant de poser vos questions. Tout à l'heure nous n'avions que des hommes alors cette fois nous n'allons prendre que des questions de femmes. »

Question 5 : *« L'Europe est motrice en ce qui concerne les droits humains et en particulier les droits des enfants. Les directives européennes ont demandé à tous les Etats membres de légiférer pour abolir les châtiments corporels. 24 pays sur les 28 l'ont fait mais pas la France. La France ne respecte pas cet engagement, une plainte a été déposée auprès de l'Europe et la France ne fera rien. Aujourd'hui, il y a deux enfants par jour qui meurent sous les coups de leurs parents. Quand est-ce qu'on va reconnaitre les droits des enfants ? »*

Question 6 : *« J'ai deux questions qui porteront sur la démocratie. Au sujet des élections pour le Parlement européen j'ai une remarque à faire, une question à Madame Taubira. Le chef de file dans la région Ile-de-France sera Harlem Désir, qui est l'eurodéputé français le moins bien classé en termes de présence au Parlement européen. Il faudrait peut-être revoir la façon dont les bureaux du PS font leur liste pour les élections européennes. De plus en plus de pouvoirs sont transmis à l'Union européenne, quelle est la manière de protéger la démocratie et est-ce qu'on pourrait donner plus de place aux parlements nationaux ? De plus en plus de décisions sont prises par le Conseil européen et donc par les ministres. A défaut de donner plus de pouvoir aux parlements nationaux, ne pourrait-on pas au moins rendre publics les débats au Conseil européen car actuellement nous ne savons pas ce qu'il s'y passe ? »*

Question 7 : *« Je suis pour une immigration raisonnée parce que je connais beaucoup d'Africains qui ne retournent pas dans leur pays parce qu'ils ont honte. On leur a promis l'Eldorado mais il y a trop de chômage en France. Mon fils qui est ingénieur, il cherche du boulot. Qu'est-ce que vous comptez faire pour nos gosses ? Il faudrait mieux leur apprendre à pêcher plutôt que de leur apporter du poisson. Et vous nous parlez de politique mais que je*

sache, le gouverneur de la banque européenne, il n'est pas élu, il est nommé : on donne de plus en plus de pouvoir au pognon et de moins en moins à l'humain. »

Question 8 : *« Pendant la crise syrienne, le Liban a accueilli 300 000 réfugiés syriens et l'Europe n'a pas su en gérer 15 000. Concrètement, comment l'Europe peut accueillir des réfugiés syriens ? »*

Question 9 : *« J'ai le sentiment que la solidarité entre les générations est menacée. Il est important de tout faire pour insérer les jeunes dans la société. Mais beaucoup de retraités sont sous le seuil de pauvreté, surtout les femmes. La solidarité générationnelle existe dans les familles, mais dans quelle mesure cette solidarité est-elle menacée par des dispositifs qui prennent en compte les jeunes et oublient les plus âgés ? »*

Christiane Taubira : *« Nous avons un problème statistique, il est très difficile de détecter les enfants victimes de maltraitance. Au niveau du ministère de la Justice, nous vérifions systématiquement que les lois sont conformes aux droits des enfants. Ce n'est pas seulement une question de texte de loi, c'est une question de politique publique, de moyens et de courage pour regarder les choses en face. Il faut arriver à mobiliser sur cette question. Pour les policiers, les gendarmes et les services sociaux, j'ai demandé d'organiser des formations sur la maltraitance des enfants. Nous devons être réactifs et en mesure d'agir. Il faut agir avant et éviter à des enfants de subir la maltraitance. Mais le système n'est pas simple. Quelle réponse apporter ? D'où l'importance de ces formations pour les personnels. Nous continuons de travailler sur ce sujet, il faut faire un travail de sensibilisation forte dans la société. Le sujet mérite vraiment qu'on le traite et pas seulement en termes de norme, mais en termes de politique publique. »*

Viviane Reding : *« Une question m'a interpellée, c'est celle sur la solidarité entre les générations. Nos systèmes se basent sur l'existence de cette solidarité entre les travailleurs et les retraités, entre les gens en bonne santé et les gens malades. Or si les jeunes n'ont pas de travail ou si on taxe trop leurs revenus ils ne seront plus d'accord et la solidarité sera en danger. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas travailler uniquement sur une seule partie de la société. Il s'agit d'un grand sujet pour l'avenir. Nous sommes une population vieillissante, il y a de plus en plus de personnes âgées et moins de jeunes. La question se pose surtout pour les femmes âgées car les femmes ont des périodes de travail interrompues et elles ont donc des pensions moins grandes alors qu'elles vivent plus longtemps. Nous devons traiter le problème dans son ensemble. Nous ne pouvons pas travailler uniquement sur une génération, il faut travailler sur l'ensemble des générations. »*

« Je suis la première Commissaire européenne à avoir pris en main la violence contre les personnes vulnérables, qui sont souvent des femmes et des enfants, et si j'ai une alliée dans les réunions ministérielles, c'est bien Madame Taubira. Elle m'aide toujours contre des collègues qui ne sont pas pro-droits. Heureusement qu'il y a des femmes qui se battent pour les droits. »

« Sur la Syrie le chiffre de 15 000 réfugiés accueillis par l'Europe est un chiffre faux. L'Allemagne accueille 85 000 réfugiés et elle en a pris en supplément 15 000. C'est de là que vient ce chiffre. L'Europe peut encore intégrer plus d'immigrés et de gens qui fuient leur pays. Je me fais du souci pour les pays voisins des pays qui ont des problèmes. La Jordanie par exemple est arrivée à ses limites. Nous devons aider la Jordanie sinon elle risque

d'éclater et nous aurons alors des problèmes supplémentaires. Il faudra s'occuper des réfugiés et en plus de l'instabilité gouvernementale. Nous devons discuter de ce problème à l'intérieur de l'Europe. Malheureusement, tous les Etats membres ne prennent pas au sérieux la solidarité avec le Sud. »

« Il faudrait que les Français s'occupent des élections européennes et ne laissent pas faire les partis politiques qui nomment des gens. Les Français doivent contrôler ce que font les parlementaires européens. Certains font un travail remarquable mais il y en a certains que nous ne voyons jamais. C'est à vous de voter et de choisir ceux qui vont vous représenter. C'est à vous de choisir quelle politique vous voulez. Pendant la campagne pour les élections, j'aimerais que nous ayons un vrai débat, pas un débat destructif. Le débat doit porter sur l'Europe que nous voulons. C'est ça le Parlement européen que j'aimerais avoir. Avant j'ai été 10 ans au Parlement européen. Maintenant je vais quitter la Commission pour aller faire campagne pour le Parlement. Je crois que chaque membre du gouvernement doit être élu et je suis membre du gouvernement européen. C'est ça la démocratie : que les gens puissent choisir. »

Christiane Taubira : *« Les partis sont des structures démocratiques, ils sont essentiels et leur existence est inscrite dans notre constitution. Ils sont des structures essentielles qui font vivre la démocratie et je vous invite à y entrer et à faire en sorte que votre voix porte à l'intérieur d'un parti politique. C'est vrai qu'il faut que les parlementaires soient présents et actifs. J'ai mobilisé les parlementaires sur un certain nombre de dossiers et nous avons abouti sur des dossiers difficiles, par exemple sur les professions règlementées comme les huissiers et les notaires. Tout citoyen doit pouvoir accéder à un notaire et un huissier. La tendance était plutôt de dérèglementer ces professions. Il y a des conceptions du droit différentes. Sur ce dossier-là, j'ai pu mobiliser les parlementaires français et nous avons eu gain de cause. Les parlementaires sont importants mais les ministres aussi et ils ne font pas toujours leur travail. Il est facile de dire que Bruxelles impose des choses alors qu'on ne participe pas aux réunions. Si les ministres ne sont pas là pour changer les textes, ils ne peuvent pas se plaindre après. Les parlementaires, tout comme les ministres, doivent faire leur travail. »*

« Nous ne donnons pas assez de sens aux choses, nous n'expliquons pas assez ce qu'est la solidarité générationnelle. La solidarité est nécessaire, même si elle demande des sacrifices aux générations d'aujourd'hui. C'est notre devoir de cotiser pour que les personnes âgées puissent avoir une vie décente. Pour que les retraités puissent vivre une vie épanouie, la génération actuelle doit travailler. Les jeunes doivent avoir des emplois pour cotiser pour les générations d'avant. Il faut expliquer tout cela. »

Thierry Bezer : *« Sur la présence des parlementaires, Karim Zéribi souhaitait s'exprimer.»*

Karim Zéribi : *« Tout d'abord j'aimerais qu'il y ait des débat sur l'Europe comme celui-là plus souvent. Le fossé entre les institutions et les citoyens doit se réduire. J'arrive de Bruxelles comme toutes les semaines, et j'y emmène quelquefois des acteurs marseillais, pour montrer que le Parlement européen n'est pas la grosse machine inhumaine que les gens imaginent. Mais c'est normal : les députés européens n'ont pas assez de contact avec les citoyens. Le problème est que les députés européens sont dans des circonscriptions géantes. Il est très difficile d'exercer la fonction de parlementaire européen sur un territoire*

aussi vaste. Et ce qui est également compliqué c'est que les députés sont là pour faire de la politique, mais ils doivent en même temps être très techniques pour discuter de textes complexes quand il faut se mettre d'accord à 28 en tenant compte des spécificités de tous. Mais c'est passionnant, même si je ne suis pas satisfait de l'Europe telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Mais la refuser c'est autre chose. Ne tombez pas dans les pièges : l'Europe c'est notre avenir, mais seulement si on s'y intéresse, si on y participe, si on dit qu'on n'est pas content. Je ne suis pas content de beaucoup de choses : parce que la directive détachement des salariés crée du dumping social, parce que j'aimerais un pacte européen pour les PME, TPE et artisans, parce qu'il a fallu se battre pour le programme d'aide aux démunis ; il y a des batailles à mener mais nous devons les mener ensemble. Les gens doivent s'intéresser à l'Europe, ce n'est pas quelque chose d'abstrait, ce sont des femmes et des hommes. Il faut plus de relations entre les Etats membres et les parlementaires européens. Il faut aussi que les Etats membres s'intéressent à l'Union européenne. »

Expression sur tweeter, Sylvie Depierre : *« Dès qu'il s'agit de droits les tweets qui nous arrivent demandent plus d'harmonisation. Il y a trop de différences entre les Etats, on voudrait une Europe plus politique. L'égalité des salaires, des sexes, des droits sociaux, c'est pour quand ? Et puis un tweet nous dit que dans ce débat, on oublie les Roms. »*

Viviane Reding : *« Je laisse Christiane Taubira parler des Roms, chaque fois que je dis quelque chose en France, c'est la catastrophe. La directive détachement, qu'est-ce que c'est ? D'abord il faut connaitre les chiffres. Il y a plus de Français qui travaillent à l'extérieur que de travailleurs qui travaillent en détachement en France. Lorsqu'une entreprise va travailler dans un Etat voisin, elle doit payer les mêmes salaires que l'Etat voisin, la seule chose qui n'est pas comme dans l'Etat voisin c'est la sécurité sociale. Donc avec le même salaire que les travailleurs du pays, il n'y a pas les mêmes charges sociales. La Commission a proposé une réforme de cette loi mais il y a beaucoup d'Etats qui la bloquent. Nous avons besoin d'un déblocage sur cette législation. Ce qui se passe en Allemagne n'est pas normal non plus, des gens travaillent 50 / 60 heures et ils sont toujours pauvres, quand on a un travail normal, il faut des salaires normaux. Nous devons réformer mais il faut que les Etats membres soient du même avis. »*

Christiane Taubira : *« La question des Roms n'est pas seulement sensible elle est explosive. Avant toute chose il faut savoir de quoi nous parlons parce que derrière ce terme il y a beaucoup de réalités humaines différentes. Je repense à une phrase de Baudelaire, qui en parlant des Roms disait « ces voyageurs pour lesquels s'ouvre l'empire familier des ténèbres futures ». Pourquoi je dis cela ? Pour montrer que la question des Roms est une question à laquelle l'Europe est confrontée depuis longtemps. Il ne faut pas faire comme si le problème était nouveau et qu'on ne le comprenait pas. Il faut regarder les choses en face. En France nous avons eu des situations douloureuses. Dans l'ensemble de la France il y a des endroits où des élus locaux ont trouvé des solutions. Moi je ne sais pas ce que veut dire « intégrer les gens ». On parle d'individus ou de groupes ? En France, l'héritage des lumières, c'est l'irruption de l'individu, donc nous devons considérer l'individu en tant que tel, même s'il vit en groupe. Nous ne devons pas globaliser et poser un diagnostic définitif. Nous devons regarder les situations dans lesquelles les élus ont su construire des réponses. Nous*

devons injecter de la sérénité sur ce sujet. Je ne demande pas de la sérénité aux riverains qui sont confrontés à des situations complexes ni aux citoyens mais aux responsables politiques. Les politiques doivent construire des solutions avec les Roms. Le sujet est difficile et cela fait des siècles qu'il est posé à l'Europe. Nous devons être capables de régler ce problème. »

Question 10 (Secours Catholique[1]) : *« Quelle stratégie concrète, quels moyens allez-vous mettre en place pour garantir les droits fondamentaux des plus démunis et des plus faibles ? Je pense aux sans-abris, aux Roms, aux migrants car actuellement leurs droits ne sont pas garantis. Deuxième question : que mettez-vous sous le terme de citoyen européen, est-ce pour vous une question de résidence ou de nationalité ? »*

Viviane Reding : *« Je souscris à 100 % à ce que Christiane Taubira vient de dire. Est citoyen européen celui qui a le droit de vivre dans un pays européen et qui en a la nationalité. Aujourd'hui il y a 507 000 000 citoyens européens qui ont les mêmes droits. Il y a aussi les obligations qui vont avec les droits. Les citoyens européens peuvent venir 3 mois en France mais au-delà de ces 3 mois ils doivent exercer une activité économique, suivre une formation ou disposer de ressources suffisantes. Aujourd'hui 10 000 000 de Roms européens vivent en dessous du niveau de salubrité et de pauvreté. J'ai demandé à tous les Etats membres de faire un programme d'action nationale pour envoyer les enfants roms à l'école, faire en sorte qu'ils aient un toit, accès à la santé et à un travail normal. Mais entre ce qui est écrit sur le papier et la réalité il y a un monde. De l'argent européen est disponible pour investir dans l'intégration de ces populations en dessous du seuil de pauvreté mais la plupart des gouvernements ne permettent pas aux maires ou aux Régions d'y accéder. Je vais demander aux maires des communes concernées, en février, de venir à Bruxelles pour échanger et avoir des informations pour accéder aux fonds européens disponibles pour les problèmes de pauvreté. Nous avons réussi à sauvegarder les fonds européens qui servent à donner aux plus démunis le minimum vital. Ce sont les ONG qui font ce travail mais il faut leur donner les moyens. Les fonds européens ont subsisté pour lutter contre la pauvreté et c'est grâce aux parlementaires qui se sont battus. Le travail se fait par tous, il ne peut pas se faire uniquement par les maires de bonne volonté, il doit se faire aussi avec les populations roms. »*

[1] Partenaire du Dialogue citoyen, le Secours Catholique avait mobilisé une délégation regroupant différentes nationalités européennes pour participer au débat. Une porte-parole avait été identifiée.

Troisième question du voting devices : ferez-vous entendre votre voix en allant voter aux élections pour le Parlement européen en 2014 ?

Viviane Reding : *« C'est 26% de plus que les Français en général, bravo donc. »*

Christiane Taubira : *« C'est magnifique. »*

VISIONS D'AVENIR POUR 2020

Thierry Bezer : *« Troisième débat, quelles visions d'avenir pour l'Europe ? Regardez par exemple cette photo des « Boulègue » : « Pour une Europe plus forte et moins technocratique. »*

*« J'appelle notre ambassadeur **Frédéric Guelle**, membre de la Confédération des Comités d'Intérêt de Quartier, qui a participé au débat sur les visions d'Europe pour 2020. »*

Frédéric Guelle : *« Je vais rejoindre Rachel car nous étions tous les deux ambassadeurs. Ce que nous voulons c'est une Europe forte. L'Europe forte, pour quoi faire ? Quel sens donner à cette Europe forte ? Pour les uns c'est une Europe forte avec le monde. Nous voulons que les pays aient plus de cohérence et travaillent ensemble. Nous voulons une Europe de la prospérité, qui mette fin au chômage de masse et qui donne un espoir. Le problème est que nous avons un problème d'identité avec l'Europe. Qu'est-ce que c'est, « être européen » ? Il y a les droits et les libertés mais quel dessein devons-nous avoir ensemble ? La solution que nous avons évoquée c'est d'avoir plus de démocratie participative en Europe. Il y a des lobbies bancaires, des lobbies industriels mais il n'y a pas de lobbies citoyens. Comment faire de la véritable citoyenneté en Europe, comment mettre en place une véritable démocratie participative qui nous permette de vous interpeller y compris sur des choses techniques ? »*

Rachel Choukroun : *« Pour ce qui est de ma vision de l'avenir de l'Europe, je souhaiterais une Europe modératrice, je n'aime pas le terme gendarme, une Europe modératrice, instauratrice de paix même par des moyens coercitifs. Je pense en particulier au Moyen-Orient, au bassin méditerranéen qui est une poudrière. Comment contraindre certains pays à baisser les armes et à instaurer une véritable égalité ? Je pense à Israël qui étouffe un petit peuple, qui n'a pas envie de migrer. François Hollande va se rendre en Israël alors madame Taubira, s'il vous plait, dites-lui de lutter de toute, ses forces contre le plan qui va mettre en exil des bédouins sur leur territoire. »*

Christiane Taubira : *« La citoyenneté européenne a été instaurée par le traité de 1993, qui définit des droits et des prérogatives. Cette citoyenneté j'ai bien conscience que certains ont du mal à la vivre. C'est une question importante en Europe : l'effectivité des droits. Il faut créer les conditions pour que ces droits soient effectifs. Tout le monde a droit à cette citoyenneté européenne mais très peu de personnes sont en capacité de la vivre. Ces attributs de la citoyenneté européenne sont le droit de vote, le droit d'être élu, le droit de saisir le médiateur européen (qui est en fait une médiatrice). C'est aussi profiter de toutes ces garanties procédurales que l'Europe apporte. L'Europe protège les citoyens. Les citoyens ont des droits et peuvent faire valoir ces droits. Par exemple, un Français qui a affaire à la justice à l'étranger a le droit de disposer de toute la traduction des actes des procédures. Mais s'il n'a pas les moyens de le faire cela ne sert à rien. La citoyenneté date de 1993 mais au quotidien certains s'épanouissent dans leur citoyenneté alors que d'autres meurent de faim. Il faut démocratiser cette citoyenneté. Le Secours Catholique assure une mission d'intérêt public depuis très longtemps déjà. Il existe un plan de lutte contre l'exclusion et la pauvreté dont madame Carlotti à la charge. C'est un plan dans lequel le gouvernement a fait l'effort de mettre 2 milliards d'euros. Un plan de 2 milliard d'euros ça doit rendre service et nous devons être en mesure de voir ces services. »*

« Je veux bien faire passer tous les messages que vous voulez. J'ai entendu votre message pour François Hollande, il l'aura entendu avant même que je rentre à Paris. »

Viviane Reding : *« La citoyenneté européenne a été créée sur le papier il y a 20 ans. Elle est en marche depuis 3 ans car il y a un ministre de la Justice européen. Depuis 3 ans, on*

travaille à remplir cette citoyenneté de sens. Lisez un texte, un seul sur l'Europe, c'est la Charte des droits fondamentaux. C'est un des textes les plus beaux qui a été écrit. C'est le fondement des valeurs européennes. Maintenant pour répondre à votre question, vous avez sur tout le territoire en Europe des bureaux d'Europe direct auxquels vous pouvez vous adresser aux institutions européennes. Ils ont plus d'un million de demandes par an. Ils donnent des réponses en faisant monter ces questions-là où il faut. Donc en tant que citoyen vous avez la possibilité de poser une question directement à la Commission européenne. J'ai des milliers de lettres qui m'arrivent et ces lettres ont toujours une réponse. Je suis en contact très étroit avec monsieur Baudis, qui est le défenseur des droits de la République. Je passe la lettre à monsieur Baudis si la question concerne la France. Je reçois beaucoup de lettres de citoyens sans espoirs, qui sont passés devant tous les tribunaux et toutes les cours, et puis qui s'adressent à moi. Parfois les gens ne savent pas qui peut les aider et c'est un problème que nous devons résoudre ensemble. Tous les citoyens ont le droit d'avoir une réponse. Les citoyens ne doivent pas se sentir seuls, délaissés et sans retour aucun. »

Quatrième question du voting devices : souhaitez-vous une intégration politique plus étroite ?

Thierry Bezer : *« Nous allons maintenant revenir à la première question. »*

Avez-vous le sentiment que votre voix est entendue en Europe ?

Viviane Reding : *« C'est la moyenne française maintenant. »*

Christiane Taubira : *« Ca a presque doublé. »*

Thierry Bezer : *« Belle soirée, est-ce qu'elle a été riche d'enseignement pour vous ? »*

Viviane Reding : *« Je voudrais regrouper les deux derniers votes. Les deux derniers votes disent aux parlementaires européens que les citoyens veulent plus de débat comme celui de ce soir. Les parlementaires ont du travail à faire. Les gens ont envie de s'engager pour une Europe mais leur Europe. Il faut discuter de l'Europe que nous voulons et la campagne pour les élections européennes sera un bon moment pour le faire. C'est important d'écouter les visions que vous présentent les partis politiques et de choisir ensuite les parlementaires qui font vous représenter à Strasbourg. Si on est nombreux à vouloir une Europe forte on l'aura. »*

Christiane Taubira : *« Je veux saluer la qualité d'écoute et la préparation du débat de ce soir. Vous avez pris très au sérieux le sujet de ce soir et c'est le meilleur hommage que vous pouviez rendre à l'Europe. Je suis persuadée que cette Europe forte, vous êtes en capacité de la construire, la qualité d'écoute dont vous avez fait preuve ce soir témoigne de l'esprit démocratique. C'est la preuve de la maturité de la démocratie française. Pour le reste, je reste optimiste, le seul défi c'est de vous mobiliser et d'attirer votre attention. Pour les élections européennes ça va être le défi car c'est un rendez-vous extrêmement important et vous pouvez changer le cours des choses. Les eurosceptiques vont faire en sorte que ce qui nous déplait en Europe continue d'exister car ils ne vont pas s'impliquer pour améliorer l'Europe. Il n'est pas souhaitable que par contestation vous envoyiez des parlementaires eurosceptiques au Parlement, les parlementaires eurosceptiques sont forcément passifs. Ils n'agissent pas, ils ne transforment pas or il faut faire progresser l'Europe qui est une très belle idée. C'est une très belle idée qui reste contemporaine, l'Europe est une réalité diverse : diversité de territoire, diversité de langues, diversité de cultures, diversité d'arts, d'expression, diversité de connaissances scientifiques, de politiques. L'Europe a tiré enseignement de ses expériences douloureuses. L'Europe s'impose des règles et les*

respecte. Cette Europe nous pouvons lui donner un nouvel élan. Nous tenons à l'Europe même si nous avons des mécontentements. En vous écoutant ce soir je pensais à René Char qui avait une très belle phrase : « le réel désaltère parfois l'espérance, voilà pourquoi contre toute attente l'espérance survit. » Après vous avoir entendu ce soir je crois que pour l'Europe, l'espérance survit. »